

Le conflit limite la disponibilité et l'accès alimentaire des régions riveraines du lac Tchad

Le conflit avec Boko Haram, qui s'est propagé du Nigeria aux pays voisins, continue à limiter la disponibilité et l'accès alimentaire des ménages au Nigeria, au Niger, au Tchad et au Cameroun. Le conflit empêche les ménages de poursuivre leurs moyens d'existence habituels. Des déplacements de population de plus en plus nombreux continuent à exercer une pression sur les communautés d'accueil. L'évaluation des marchés menée conjointement en février 2015 par le CILSS, les services techniques étatiques, FEWS NET, la FAO et le PAM, confirme que les activités des marchés continuent à être perturbées dans les régions voisines du lac Tchad. Sans assistance humanitaire, 3,5 à 4 millions d'habitants et de personnes déplacées dans le Nord-est du Nigeria, la région de Diffa au Niger, l'Ouest du Tchad et le Nord du Cameroun auront des difficultés pour accéder à des denrées alimentaires adéquates au moins jusqu'en septembre 2015. Des situations de Crise (Phase 3 de l'IPC) et d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), avec des niveaux accrus de malnutrition aiguë, sont prévus au cours des six prochains mois pour les ménages les plus affectés.

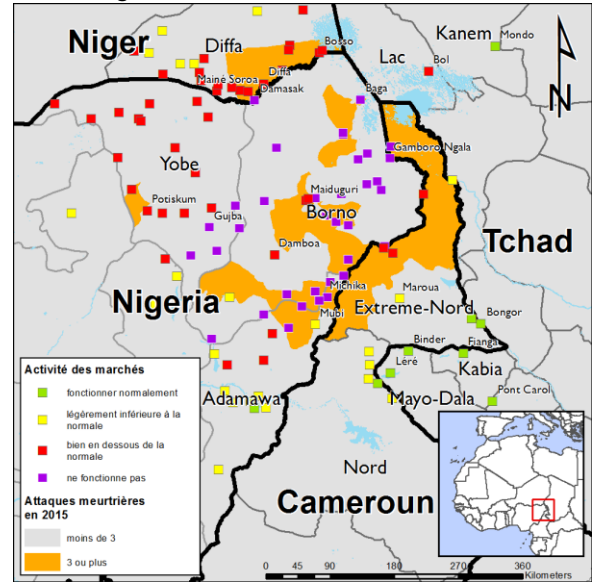
Des accrochages fréquents entre Boko Haram et la Force conjointe multinationale ont fait de nombreuses victimes et continuent d'entraîner des déplacements massifs des populations. [En février 2015](#), le gouvernement du Nigeria et l'Organisation internationale pour les migrations avaient estimé à plus de 1,1 million de personnes déplacées, dont plus de la moitié sont actuellement dans l'État de Borno. Par ailleurs, près de 200.000 personnes se sont réfugiées au Niger, au Cameroun et au Tchad. Dans les régions accueillant des personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP) et des réfugiés, les ressources des ménages hôtes deviennent limitées. Dans la région du Lac et dans l'Ouest de Kanem (Tchad), par exemple, l'aide apportée par les ménages hôtes aux réfugiés explique en partie l'épuisement précoce des stocks alimentaires. Plus de la moitié des ménages dépend aujourd'hui des marchés pour répondre à leurs besoins alimentaires, tandis que dans les années typiques, seul environ un tiers des ménages est dans cette situation en cette période de l'année.

Les ménages ont également été pris en étau entre les insurgés et les forces militaires, notamment au Nord-est du Nigeria, et aussi plus récemment dans la région de Diffa au Niger, l'Ouest du Tchad et les régions au Nord du Cameroun (Figure 1). Les récoltes de l'année dernière étaient inférieures à la moyenne dans les régions affectées et, dans de nombreux cas, l'insécurité empêche les ménages de participer à d'autres moyens d'accéder à la nourriture, y compris les cultures de la saison sèche, la pêche et les activités génératrices de revenu. En outre, comme le conflit limite les déplacements des troupeaux dans la région, les ressources pastorales, y compris les pâturages et les points d'eau, ont été épuisés beaucoup plus tôt que d'habitude.

Les marchés transfrontaliers des céréales et du bétail dans la région ne fonctionnent pas ou fonctionnent à des niveaux inférieurs à la normale (Figure 1). L'évaluation conjointe a conclu que les prix du maïs sur certains marchés affectés dépassent de 50 % les niveaux de février 2014 et sont 80 % plus élevés que la moyenne quinquennale. Les attaques de marchés par les insurgés et les craintes des commerçants contribuent à limiter les flux commerciaux. Dans la plupart des marchés, l'approvisionnement céréalier disponible est insuffisant pour répondre totalement à la demande des marchés locaux. Les flux de céréales provenant des zones de production excédentaire du Nigeria et à destination des pays voisins, ainsi que les cultures de rente au Nigeria, sont également touchés. Par exemple, les prix du bétail sur le marché de Bol (Lac Tchad), ont baissé aujourd'hui de 40 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Les personnes déplacées à l'intérieur (IDP) du pays et les ménages locaux dans les zones du Nord-est du Nigeria les plus affectées par le conflit sont ceux pour lesquels l'insécurité alimentaire est la plus préoccupante. Des données récentes de

Figure 1. Activité des marchés au cours de la semaine du 16 mars 2015 et attaques meurtrières dans la région du lac Tchad en 2015



Source des données sur le conflit : [ACLED](#)
Sources sur l'activité des marchés : FEWS NET

dépistage des populations IDP aux alentours de Maiduguri indiquent que la prévalence de malnutrition aiguë est critique. En plus, des entretiens avec des groupes témoins révèlent que les ménages IDP dans cette région consomment moins de deux groupes d'aliments par jour. Même si les données sont limitées, ces résultats indiquent que les ménages IDP les plus affectés pourraient être actuellement en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Bien qu'ils soient moins touchés par le conflit, les ménages déplacés et les ménages locaux, dans d'autres régions du Nord-est du Nigeria et les régions voisines du Niger, Tchad et Cameroun, ont également des difficultés considérables pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

Sans une aide humanitaire, 3,5 à 4 millions de personnes dans les régions longeant le lac Tchad réduiront la qualité de leur régime alimentaire et auront des difficultés d'accès à des denrées alimentaires adéquates au cours des six mois à venir. Il est probable que le nombre de populations en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) dans le Nord-est du Nigeria augmentera, avec une insécurité alimentaire s'aggravant considérablement en août. Cette incapacité de répondre aux exigences alimentaires minimums devrait aboutir à des niveaux accrus de malnutrition aiguë chez les ménages les plus affectés.

Le conflit avec Boko Haram continuera à limiter les activités commerciales et agricoles tant dans le Nord-ouest du Nigeria que dans les régions voisines du Niger, du Tchad et du Cameroun. Compte tenu des élections fédérales et étatiques prévues pour la fin mars et avril au Nigeria, une violence conséquente pourrait contribuer à accroître l'insécurité dans le Nord-est du pays. Une aide humanitaire urgente et bien ciblée est nécessaire pour augmenter la disponibilité et l'accès alimentaires, et éviter que les déficits de consommation alimentaire, ainsi que la malnutrition aiguë ne s'aggravent.